

7 octobre 2019

Chère François,

Merci de nous avoir écrit, de nous avoir donné l'occasion de parler à votre fédération et de partager le programme du Parti vert du Canada, et de votre plaidoyer. Veuillez trouver notre réponse ci-dessous.

Bien à vous,

Kat Lorimer
Rechercheuse en matière de politiques
Parti vert du Canada

-
1. Réinstaurer le crédit d'impôt de 15 % pour les laissez-passer de transport en commun qui constituait la seule aide directe aux citoyens pour les encourager à utiliser le transport collectif.

Une analyse du crédit d'impôt de 15 pour cent a révélé qu'il a coûté 1 000 \$ par tonne d'émission de gaz à effet de serre et n'a pas augmenté l'achalandage. Le Parti vert met l'accent sur l'investissement dans l'infrastructure de raccordement régionale tout en augmentant les transferts aux municipalités pour améliorer l'infrastructure du transport en commun. Les incitations sont adaptées aux besoins locaux pour une plus grande efficacité.

2. Maintenir et accélérer les investissements dans les infrastructures de transport collectif, ce qui permettrait de répondre aux attentes de la population et s'attaquant sérieusement à la congestion routière.

Oui, le Parti vert augmentera le financement du transport collectif. Réduire la congestion et améliorer le transport collectif au Québec et dans les autres provinces sont des priorités pour le Parti vert.

3. Instaurer un financement fédéral permanent, flexible et consacré à l'exploitation du transport collectif. Ce financement permettrait d'alléger la pression sur les réseaux de transport en commun qui doivent toujours en faire plus et innover pour répondre aux besoins grandissants de mobilité, tout en composant avec des revenus qui tendent à s'éroder.

Les gouvernements successifs ont esquivé la question de s'assurer que les municipalités soient consultées et financées comme il se doit pour s'acquitter de leurs responsabilités. Le premier ministre Harper, avec raison, a fait de la taxe sur l'essence une forme permanente d'imposition municipale. L'administration Trudeau a également fait quelques progrès concernant les fonds destinés au logement et à l'infrastructure de transport en commun. Celles-ci ont contribué à stabiliser les budgets municipaux, mais ça ne suffit pas encore. Nous envisageons les mesures suivantes. Permettre aux administrations municipales de participer à l'élaboration des politiques par l'entremise du Conseil des gouvernements canadiens.

Un gouvernement vert :

- Encouragera le recours aux chartes des villes qui accordent une plus grande autonomie aux administrations municipales.
 - Apportera des changements à la Banque de l'infrastructure du Canada pour réduire les taux d'intérêt facturés aux municipalités au titre des prêts accordés pour des projets d'infrastructure.
 - Institutionnalisera les transferts fédéraux aux municipalités par la création d'un Fonds municipal en rebaptisant le Fonds de la taxe sur l'essence qui a été dissocié des recettes de la taxe sur l'essence il y a plusieurs années. Assurer un doublement du financement actuel pour offrir un financement prévisible et fiable aux municipalités.
 - Allouera systématiquement 1 pour cent de la TPS au logement et à d'autres infrastructures municipales pour offrir un financement de base constant.
4. Débuter rapidement les travaux du Train à grande fréquence (TGF) de VIA Rail entre Québec et Windsor et compléter le projet pour 2024. S'assurer de l'interopérabilité dans le tunnel du Mont-Royal.
 5. Développer davantage le transport ferroviaire régional de passagers avec les projets de train Montréal-Sherbrooke et le train de la Gaspésie.

Dans notre vision du Canada pour 2030, hors des villes, des services efficaces de transport par autobus et par train ont été rétablis. Les communautés rurales et éloignées ne se sentent plus abandonnées par le gouvernement. De nouveaux services ferroviaires régionaux offrent un moyen de transport pratique en remplacement des véhicules. Le train à grande vitesse relie les régions entre elles et est tout aussi pratique que l'avion. Le Parti vert s'engage à collaborer avec VIA Rail pour établir rapidement de nouvelles liaisons ferroviaires.

Le Parti adoptera une loi concernant Via Rail pour mettre en œuvre une politique de transport ferroviaire de passagers. Nous investirons 600 millions de dollars en 2020-2021 et nous augmenterons progressivement ce financement pour atteindre 720 millions de dollars annuellement d'ici 2023 afin de

mettre en place des réseaux ferroviaires régionaux et renforcer les liaisons ferroviaires entre différentes régions. Nous construiront une liaison ferroviaire à haute vitesse pour le triangle Toronto-Ottawa-Québec.

6. Autoriser le financement pour le projet de lien rapide entre Aylmer et Ottawa afin d'arrimer le réseau de la STO et le O'Train d'Ottawa via un lien interprovincial de transport collectif.
7. Mettre en place des standards pancanadiens et des conditions favorables aux projets de transport collectif autonome et intelligent.

Un gouvernement vert appuiera le modèle de fédéralisme de collaboration en travaillant avec les provinces, les territoires, les municipalités et les peuples autochtones et en leur assurant un traitement équitable en établissant un conseil des gouvernements canadiens chargé d'établir des priorités stratégiques d'ordre supérieur dans le but d'assurer la cohérence des politiques pour optimiser les dépenses publiques. Ce conseil comprendrait le gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et territoriaux, des représentants de l'ordre de gouvernement local, des maires des grandes villes et des municipalités rurales et plus petites ainsi que des gouvernements autochtones (Premières Nations, Métis et Inuit) et s'appellerait le Conseil des gouvernements canadiens.

Ce Conseil permettra aux administrations municipales de participer à l'élaboration des politiques concernant les standards pancanadiens pour les projets de transport collectif autonome et intelligent ainsi que l'usage des fonds pour les projets d'infrastructure municipale comme l'autorisation de financement d'un lien rapide entre Aylmer et Ottawa.

